



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

politique des transports

Question au Gouvernement n° 443

Texte de la question

INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

M. le président. La parole est à M. Armand Jung, pour le groupe socialiste.

M. Armand Jung. Monsieur le Premier ministre, lors de votre entrée en fonction à Matignon, vous avez commandé un audit sur les projets d'infrastructures de transport. M. de Robien en a parlé tout à l'heure, mais ses réponses ne m'ont pas satisfait.

M. Yves Nicolin. C'est du réchauffé !

M. Armand Jung. Ce document, qui vient d'être rendu public, ne satisfait aucune région, aucun département de notre pays. Y a-t-il encore une politique d'aménagement du territoire en France ? (*« Non ! » sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

Qu'en est-il du TVG Sud-Aquitaine, des projets de ferroutage, du TGV Ouest, du TGV Lyon-Turin ? Vous vous défaussez sur des études. Est-ce à dire qu'il n'y a plus aucun choix politique, stratégique pour un développement durable des communications ? Votre marge budgétaire est-elle si faible ? (*« Oui ! » sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*) qu'elle ne permet plus d'assurer l'égalité de nos concitoyens dans leurs déplacements ?

M. Georges Tron. 300 milliards de déficit !

M. Yves Fromion. Votre héritage !

M. Armand Jung. Aujourd'hui, monsieur le Premier ministre, c'est un député alsacien et strasbourgeois indigné et en colère qui vous interpelle. (*Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Connaissez-vous une seule ville, une seule région qui accepterait de financer à hauteur de 2 milliards de francs un TGV est-européen qui n'arrive pas à destination ? (*« Absolument ! » sur plusieurs bancs du groupe socialiste.*)

Le Président de la République a décrété Strasbourg, capitale européenne, cause nationale. Vous-même avez pris des engagements en ce sens à Strasbourg en septembre dernier. (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. Jean Ueberschlag. La gauche n'a rien fait pour cette ville !

M. Armand Jung. Depuis vingt-cinq ans, tous les gouvernements qui se sont succédé, tous les ministres issus de notre région ont défendu ces orientations.

M. Pierre Cardo. Et M. Gayssot, qu'a-t-il fait ?

M. Jean Ueberschlag. Rien !

M. Armand Jung. Dans notre région, la parole donnée est chose sacrée. (*Exclamations sur les bancs du*

groupe de l'Union pour un mouvement populaire.) Or votre gouvernement ne tient pas ses engagements. L'Alsace vous a largement accordé son soutien l'an dernier...

M. Jean Glavany. Elle a eu tort !

M. Armand Jung. ... mais, depuis votre arrivée à Matignon, le chômage a augmenté de plus de 21 %. *(Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)*

M. le président. Monsieur Jung, pouvez-vous poser votre question ?

M. Armand Jung. Vous blessez profondément cette région. Aujourd'hui, l'Alsace, la bonne élève de la République, vous demande des comptes. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer.

M. Gilles de Robien, ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer. Monsieur le député, vous avez sans doute raison d'être en colère, mais vous devriez l'être contre vous-mêmes ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)* L'audit est une photographie de l'héritage que vous nous avez laissé. *(Vifs protestations sur les bancs du groupe socialiste.)* Votre héritage, ce sont des infrastructures autorisées, annoncées, promises dans tout le pays et non financées. Voilà ce que votre majorité a fait pendant cinq ans ! *(Vifs applaudissements et huées sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française.)*

Cet audit va nous permettre de conduire une politique différente de celle que vous avez menée pendant cinq ans. Parce que, à la réflexion et aux discours, nous allons substituer l'action et la réalisation. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française. - Huées sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)* Cet audit est une aide à la décision, ce n'est pas la décision : celle-ci relève des élus et du Gouvernement. Maintenant que les élus et le Gouvernement sont éclairés, ils vont avoir ici, au Parlement, un débat sur les infrastructures. Et le Gouvernement va enfin pouvoir proposer, éclairé par les autres rapports que j'ai cités une vraie politique des transports,...

M. François Hollande. Certainement pas !

M. le ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer. ... alliant la cohérence, l'aménagement du territoire, le développement durable et la dimension européenne, avec l'élargissement de l'Europe.

Monsieur le député, sans l'alternance, le pays serait aujourd'hui en état de déshérence. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)* En effet, ces infrastructures seraient actuellement toutes en panne. Nous allons les réaliser, grâce notamment à une ressource nouvelle et complémentaire que nous n'avez pas su mettre en place. *(Vifs applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Union pour la démocratie française. - Huées sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*

M. le président. S'il vous plaît, mes chers collègues, calmez-vous !

M. Bernard Roman et M. Julien Dray. La question était posée à M. Raffarin !

Données clés

Auteur : [M. Armand Jung](#)

Circonscription : Bas-Rhin (1^{re} circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 443

Rubrique : Transports

Ministère interrogé : équipement, transports et logement

Ministère attributaire : équipement, transports et logement

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 12 mars 2003

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 12 mars 2003